

Travail et droits: l'enseignement de l'Internationale

Le 28 septembre 1864, la salle du Martin's Hall – bâtiment situé dans le centre de Londres – était bondée. Environ 2000 travailleurs et travailleuses l'emplissaient, pour écouter le meeting organisé par quelques syndicalistes anglais et leurs collègues parisiens.

C'est grâce à cette initiative qu'éclôt le point de référence de toutes les organisations du mouvement ouvrier: l'Association Internationale des Travailleurs (AIT). En quelques années, l'Internationale a suscité un bouillonnement dans toute l'Europe. Grâce à elle, le mouvement ouvrier a pu mieux comprendre les mécanismes de fonctionnement du mode de production capitaliste, acquérir une plus grande conscience de sa propre force et inventer des nouvelles formes de lutte. A l'opposé, au sein des classes dominantes, la nouvelle de la fondation de l'Internationale a provoqué un sentiment d'horreur. L'idée que les ouvriers revendiquaient plus de droits et un rôle actif dans l'histoire a suscité une répulsion au sein des classes les plus aisées et nombreux furent les gouvernements qui l'ont combattue avec tous les moyens à leur disposition.

Les organisations fondatrices de l'Internationale étaient très différentes. Le promoteur initial était les Trade Unions anglaises qui la considéraient comme l'instrument le plus adéquat pour lutter contre l'importation de main-d'œuvre d'autres pays à l'occasion de grèves. Une autre organisation significative était celle des «mutuelles» [1], la composante modérée fidèle aux théories de Proudhon qui à l'époque dominaient en France. Tandis que le troisième groupe par ordre d'importance était les communistes réunis autour de la figure de Karl Marx. Faisaient aussi partie de l'Internationale à ses débuts des groupes de travailleurs faisant référence à des théories utopistes ou des noyaux d'exilés inspirés par des conceptions vaguement démocratiques et partisans d'idées interclassistes comme les disciples de Giuseppe Mazzini [1805-1872].

L'entreprise consistant à assurer la cohabitation de tous ces caractères au sein de la même organisation fut indiscutablement assumée par Marx. Ses qualités politiques lui ont permis de concilier ce qui apparaissait inconciliable et d'assurer un avenir à l'Internationale. En effet, ce fut Marx qui fixa une claire finalité à l'AIT et réalisa un programme politique non exclusif et néanmoins nettement de classe, étayant ce mouvement qui ambitionnait d'être de masse et non sectaire. Marx fut aussi l'âme politique du Conseil général de Londres [2], car il a personnellement rédigé presque toutes les principales résolutions de l'Internationale. Toutefois, au contraire de la propagande véhiculée par la liturgie soviétique, l'Internationale dépassait de beaucoup la personne de Marx.

A partir de la fin de 1866, les grèves s'intensifiaient dans beaucoup de pays européens et furent le cœur battant d'une saison de luttes. La première grande bataille gagnée grâce à l'appui de l'Internationale fut la grève du bronze de Paris pendant l'hiver 1867 [une brochure a été rédigée par Camélinat à ce propos: Historique de la grève du bronze en 1867, publiée en 1867]. Au cours de cette période, d'autres grèves importantes ont été victorieuses: celles des travailleurs du fer de Marchiennes [Belgique], des ouvrières des mines de Provence, des mineurs du charbon à Charleroi et des travailleurs du bâtiment de Genève. Dans chacune de ces circonstances, le scénario se répète: une collecte de fonds pour soutenir les grévistes, grâce aux appels rédigés et traduits par le Conseil général et envoyés par la suite aux travailleurs et travailleuses d'autres pays. Le but est le suivant: éviter que ces travailleurs d'autres pays ne jouent le rôle de briseurs de grève. Tout cela pousse les patrons à chercher un compromis et à accepter de nombreuses revendications des travailleurs. De la sorte s'est ouverte une période de progrès social pendant laquelle le mouvement des travailleurs a

obtenu des droits sociaux plus importants pour ceux qui n'en avaient pas encore, sans les réduire – comme le prétend la recette néolibérale de la droite – pour ceux qui les avaient déjà conquis avec peine. Après ces luttes, des centaines de nouveaux travailleurs s'inscrivent et adhèrent à l'Internationale dans toutes les villes où des grèves se sont déroulées.

En dépit des complications propres à l'hétérogénéité des langues, des cultures politiques et pays impliqués, l'Internationale a réussi à réunir et à coordonner les organisations et les nombreuses luttes qui surgissaient sous des formes spontanées. Son plus grand mérite fut celui d'avoir su faire la démonstration de la nécessité absolue de la solidarité de classe et de la coopération ouvrière transnationale. Les objectifs et les stratégies du mouvement ouvrier ont changé de manière irréversible, mais s'affirment d'une grande actualité, de même aujourd'hui, 150 ans plus tard.

La prolifération des grèves a modifié les équilibres au sein même de l'organisation. Les composantes modérées furent endiguées et, au Congrès de Bruxelles, en 1868, la résolution portant sur la socialisation des moyens de production a été votée. Un tel acte représente un pas en avant décisif dans le processus de définition des fondements économiques du socialisme et, pour la première fois, une pierre angulaire programmatique du mouvement ouvrier a été inscrite dans la plate-forme politique d'une grande organisation. Toutefois, après avoir défait les adeptes de Proudhon, Marx a dû faire face à un nouveau rival interne, le Russe Bakounine, qui avait adhéré à l'Internationale en 1869.

La période comprise entre la fin des années 1860 et le début des années 1870 fut riche de conflits sociaux. Beaucoup des travailleurs qui prirent part aux protestations, aux rébellions qui éclatèrent pendant cette période ont demandé le soutien de l'Internationale, dont l'audience et la popularité ne cessaient de s'accroître. De la Belgique jusqu'à l'Allemagne en passant par la Suisse et l'Espagne, l'Association a vu s'accroître le nombre de ses militants et a développé sa structure organisationnelle sur presque tout le continent. Egalement, grâce à l'initiative des migrants arrivés aux Etats-Unis d'Amérique, l'Internationale s'est implantée outre-mer.

Le moment le plus éloquent de l'histoire de l'Internationale coïncide avec la Commune de Paris [18 mars-27 mai 1871]. En mars 1871, après la conclusion de la guerre franco-allemande [19 juillet 1870-29 janvier 1871], les travailleurs chassent le gouvernement d'Adolphe Thiers [«élu» le 17 février 1871] et prirent le pouvoir à Paris [et dans certaines villes, sous des formes un peu différentes, à Lyon, Marseille, Toulouse, Sain-Etienne, Narbonne, Limoges, Grenoble]. Ce fait constitue le plus important événement politique de l'histoire du mouvement ouvrier du XIXe siècle. Depuis ce moment, l'Internationale fut dans l'œil du cyclone et elle acquiert une grande renommée. Sur les lèvres de la classe dominante, le nom de l'organisation devient synonyme de menace à l'ordre établi tandis que pour la classe laborieuse elle acquiert le sens de l'espoir en un monde sans exploitation et injustices. La Commune de Paris a communiqué une vitalité au mouvement ouvrier en le poussant à endosser des positions de plus en plus radicales. Une fois de plus, la France avait montré que la révolution était possible, que l'objectif pouvait et devait être la construction d'une société radicalement différente de la société capitaliste. Mais elle avait aussi démontré que pour atteindre cet objectif, les travailleurs et travailleuses devaient donner naissance à des formes d'associations politiques stables et bien structurées.

Pour cette raison, lors de la Conférence de Londres, en 1871, Marx propose une résolution ayant trait à la nécessité, pour la classe laborieuse, de se consacrer à la lutte politique et de construire, là où il y avait la possibilité, un nouvel instrument de lutte indispensable pour la révolution: le parti

(jusqu'à l'époque utilisé seulement par les ouvriers de la Confédération allemande [Deutscher Bund, jusqu'en 1866; en 1863 est créé l'Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (ADAV) de Ferdinand Lassalle]. Toutefois, nombreux furent ceux qui s'opposèrent à cette décision. Au-delà du groupe de Bakounine, opposé à toute orientation qui ne visait pas à la destruction immédiate de l'Etat, l'allergie à cette orientation et les désaccords face à la proposition du Conseil général ont été formulés par plusieurs fédérations. Elles jugeaient la proposition de Londres comme une immixtion portant atteinte à l'autonomie des fédérations locales. Le principal adversaire du tournant impulsé par Marx résidait dans un contexte socio-politique qui n'était pas encore «mûr» ou «prêt» pour accepter ce «saut qualitatif» proposé. Ainsi, se développa un affrontement au sein de la direction de l'organisation (l'Internationale) qui entre-temps s'était étendue dans des pays comme l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, le Portugal et l'Irlande. Une expansion nouvelle qui a rendu encore plus problématiques les débats au sein de la direction de l'Internationale.

En 1872, l'Internationale était très différente par rapport aux années de sa fondation. Les composantes démocrates-radicales avaient abandonné l'Association, après avoir été un élément de sa fondation. Les mutuellistes avaient été défaits et leurs forces drastiquement réduites. Les réformistes ne constituaient plus la fraction prédominante au sein de l'organisation – à l'exception du Royaume-Uni – et l'anticapitalisme était devenu la ligne politique de toute l'Internationale, y compris des nouvelles tendances comme celles anarchiste et des blanquistes [référence au révolutionnaire français d'envergure Auguste Blanqui; 1805-1881] qui avaient intégré l'organisation au cours des années. Les plans et le contexte avaient changé radicalement, dans et à l'extérieur de l'Association. En 1871, l'unification de l'Allemagne avait marqué l'entrée dans une nouvelle ère, celle de l'Etat-nation en tant que forme d'identité politique, juridique et territoriale. Le nouveau contexte avait rendu peu probable le maintien d'une structure supranationale à laquelle les organisations des différents pays – même si dotées d'une certaine indépendance – devaient céder une partie consistante de la direction politique.

La configuration initiale de l'Internationale était dépassée et sa mission originelle était désormais terminée. Il ne s'agissait plus de mettre en place et de coordonner des initiatives de solidarité – à l'échelle européenne – face aux grèves. Ni d'organiser des congrès pour discuter de l'unité de la lutte syndicale ou de la nécessité de socialiser la terre et les moyens de production. Ces thèmes étaient devenus un patrimoine collectif de toutes les composantes de l'organisation. Après la Commune de Paris, le vrai défi pour le mouvement ouvrier était la révolution, à savoir comment s'organiser pour mettre fin au mode de production capitaliste et renverser les institutions du monde bourgeois.

Dans les décennies suivantes, le mouvement ouvrier a adopté un programme socialiste et, après son déploiement dans toute l'Europe et dans le monde, il va construire des nouvelles formes de coordination supranationale se réclamant du nom, de l'existence et d'enseignements de l'Internationale. L'Association a marqué les consciences de fractions des masses laborieuses en stimulant la conviction que la libération du travail du joug capitaliste ne pouvait pas être réalisée au sein des frontières d'un seul pays, mais, au contraire, qu'il s'agissait bien d'une question d'ensemble, internationale. De même, grâce à l'Internationale, des secteurs significatifs les travailleurs et travailleuses ont saisi que leur émancipation ne pouvait être conquise que par eux, en ne comptant que sur eux-mêmes, sur leurs capacités à s'organiser et que ces objectifs ne devaient pas être délégués à d'autres. Enfin, l'Internationale a diffusé au sein des travailleurs et travailleuses la conscience que leurs conditions d'exploité·e·s ne pouvaient s'éteindre qu'à travers le dépassement du mode de production capitaliste et du travail salarié, car les améliorations des

conditions de travail au sein même de ce système – qui pour autant devaient être des buts immédiats à atteindre – n’auraient pas modifié les conditions structurelles de leur statut d’exploité·e et d’opprimé·e.

Dans une époque où le monde du travail est contraint, même en Europe, de subir les conditions d’exploitation et des formes juridiques [mise au travail, travail précaire, chômage de masse, autoritarisme...] qui rappellent celles en vigueur dans le XIXe siècle et où des vieux ou nouveaux conservateurs essaient, encore une fois, de diviser celui qui travaille du chômeur, du précaire ou du migrant, l’héritage politique de l’organisation fondée à Londres en 1864 acquiert à nouveau toute sa valeur, son actualité. Dans tous les cas où une injustice est commise sur le lieu de travail, sur les conditions de travail – au sens large – chaque fois est foulé un droit, et chaque fois germe la semence nécessaire pour une nouvelle Internationale. (28 septembre 2014; traduction A l’Encontre)

[1] Le mutuellisme renvoie à la doctrine économique de Proudhon, fondée sur les principes d’échange, de mutualité et de solidarité. (Réd. A l’Encontre)

[2] Le Conseil général est l’organe politique de l’Internationale. Il est élu lors de chaque Congrès annuel de l’Association. Selon les Statuts de l’Internationale (1864), rédigés par Marx, art. 5: «Le Conseil général se composera de travailleurs appartenant aux différentes nations représentées dans l’Association Internationale. Il choisira dans son sein les membres du bureau nécessaires pour la gestion des affaires, tels que trésorier, secrétaire général, secrétaires correspondants pour les différents pays, etc.» Art. 6: «Le Conseil général fonctionnera comme agent international entre les différents groupes nationaux et locaux, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays; qu’une enquête sur l’état social soit faite simultanément et sous une direction commune; que les questions d’intérêt général, proposées par une société, soient examinées par toutes les autres, et que, l’action immédiate étant réclamée, comme dans le cas de querelles internationales, tous les groupes de l’Association puissent agir simultanément et d’une manière uniforme. Suivant qu’il le jugera opportun, le Conseil général prendra l’initiative des propositions à soumettre aux sociétés locales et nationales. Pour faciliter ses communications, il publiera un bulletin périodique.» (Réd. A l’Encontre)